

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 21 MAI 2008

Le mercredi 21 mai 2008, à 21 heures.

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle de la Martinière, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Julien CRESPO.

Etaient présents :

M. Julien Crespo, Mme Brigitte Chiumenti, M. Jean-Claude Bréard, Mme Corinne Robin, M. Gérard Moneyron, M. Didier Duchaussoy, Mme Ana Monnier, M. José Harter, M. Jean-Claude Waltrégnny, M. Luc-Olivier Baschet, M. Michel Le Guillevic, Mme Annick Riou, Mme Sylvie Leclercq, M. Jean-Pierre Couteleau, M. José Lerma, Mme Catherine Papalski, Mme Martine Gardin, Mme Natacha Lemarchand, Mme Aurore Lancéa, M. Gérard Welker, M. Thierry Lachaud, Mme Blandine Prévost, M. Marc Bresciani, Mme Corinne-Elisabeth Robin.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents :

Mme Micheline Deleau, M. Philippe Fortier, Mme Naziha Benchehida.

Pouvoirs :

Mme Micheline Deleau a donné procuration à M. José Harter.
M. Philippe Fortier a donné procuration à M. Julien Crespo.

Soit :

En exercice : 27
Présents : 24
Votants : 26

ORDRE DU JOUR

Election d'un secrétaire de séance.

Adoption du compte-rendu de la séance du 27 mars 2008.

1°) Communauté de Communes Vexin-Seine : modification des statuts.

2°) Syndicat Intercommunal des Etablissements pour Handicapés du Val de Seine : adhésion de la Commune de Freneuse.

3°) Agence d'Urbanisme et de Développement de la Seine Aval : adhésion.

4°) Convention relative à l'établissement des dossiers CNRACL par le C.I.G. : signature.

5°) Correspondants de défense municipaux : nomination.

6°) Logement communal rue des Ecoles.

7°) Charges irrécouvrables : admission en non-valeur.

8°) Budget Principal 2008 : décision modificative n°1.

9°) Budget Annexe Assainissement 2008 : décision modificative n°1.

10°) Transports scolaires : subvention 2008/2009.

11°) Réfection des tableaux de la Martinière : demande de subvention.

12°) Programme triennal de voirie.

13°) Sécurité routière aux abords des établissements scolaires : Rue des Groux.

14°) Jury d'Assises 2009 : tirage au sort.

Questions diverses.

Informations.

Considérant la nécessité et l'urgence de déposer auprès du Parc Naturel Régional du Vexin Français des dossiers de demande de subventions, le Maire demande l'accord du Conseil Municipal sur l'ajout de trois points :

- ◆ restauration du mur du cimetière.
- ◆ restauration du lavoir communal « Hervieu »
- ◆ rénovation du réseau d'éclairage public.

Monsieur Welker regrette le manque de temps alloué pour se rendre sur le terrain.

Monsieur Crespo rappelle l'urgence et explique la nécessité de délibérer dans les meilleurs délais.

Ces ajouts sont adoptés à l'unanimité.

Election d'un secrétaire de séance

Madame Annick Riou est élue à l'unanimité.

Adoption du compte rendu de la séance du 27 mars 2008

Monsieur Welker fait observer que, concernant la classe de découverte 2008, le Conseil Municipal a seulement approuvé le plan de financement de la classe de mer, et que, concernant les délégations du Conseil Municipal au Maire, les cinq conseillers municipaux de la minorité ont voté contre (et non pas 5 abstentions).

Ces rectifications étant intégrées, le compte rendu de la séance du 27 mars 2008 est adopté à l'unanimité, Mme Riou absente le 27 mars 2008, s'abstenant.

Préalablement à l'engagement des débats, Mme Chiumenti s'assure que Monsieur Bresciani n'enregistre pas les conseillers municipaux à leur insu.

1 – Communauté de communes Vexin-Seine : modification des statuts

Monsieur Crespo rappelle au Conseil Municipal que les compétences exercées par la Communauté de Communes Vexin-Seine sont fixées par des statuts, adoptées par délibération des Conseils Municipaux des Communes membres à la règle de la majorité qualifiée.

Lors de son dernier conseil en date du 10 avril 2008, la Communauté de Communes Vexin-Seine a proposé une révision de ses statuts afin d'adapter la définition des compétences à celles réellement exercées (élimination et valorisation des ordures ménagères, adhésion au Syndicat de la Maison de la Justice, organisation de manifestations labellisées par la Communauté de Communes) et de porter à 24 le nombre de délégués, permettant ainsi la désignation d'un 7^{ème} vice-président.

Monsieur Welker s'interroge sur la nécessité de modifier les statuts de la Communauté de Communes et notamment sur la désignation d'un 7^{ème} vice-président. Cette modification ressemble selon lui à un moyen détourné de verser une indemnité de fonction supplémentaire.

Monsieur Crespo informe l'assemblée que cette modification est un moyen d'impliquer les huit communes du territoire avec un président et sept vice-présidents. Cette modification s'opère dans un souci d'équité, avec un représentant de chaque commune au Bureau de la Communauté de Communes.

A l'unanimité des suffrages exprimés (5 abstentions : M.Gérard Welker, M. Thierry Lachaud, Mme Blandine Prévost, M. Marc Bresciani, Mme Corinne-Elisabeth Robin), le Conseil Municipal approuve la modification des statuts de la Communauté de Communes Vexin-Seine.

2 – Syndicat Intercommunal des Etablissements pour Handicapés du Val de Seine : Adhésion de la Commune de Freneuse.

Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal que par délibération en date du 22 février 2008, la Commune de Freneuse a voté la proposition d'adhérer au S.I.E.H.V.S.

Par délibération en date du 17 avril 2008, le Comité du SIEHVS a émis un avis favorable à l'adhésion de la Commune de Freneuse.

Le Conseil Municipal de chaque commune adhérente (actuellement 29) est alors invité à se prononcer sur cette décision dans un délai de trois mois.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve l'adhésion de la Commune de Freneuse au S.I.E.H.V.S.

3 – Agence d'Urbanisme et de Développement de la Seine aval (AUDAS) : Adhésion

Monsieur Crespo présente au Conseil Municipal l'AUDAS, Association loi 1901, qui prolonge l'activité de l'Agence d'Urbanisme du Mantois (AUMA) sur le territoire de l'opération d'Intérêt National (Oin) Seine Aval ainsi que sur la partie Ouest du Département des Yvelines.

L'AUDAS développe son activité dans deux domaines :

- L'urbanisme : habitat, occupation de l'espace, l'environnement.
- Le développement économique : promotion du territoire, prospection, appui des projets.

L'AUDAS est constituée par l'Etat, le Département des Yvelines, les Communes et Intercommunalités du territoire, la Chambre de Commerce et d'Industrie.

L'AUDAS intervient sous 3 formes :

- L'assistance technique, apportée aux membres dans le cadre de leur cotisation : information régulière sur l'actualité juridique, sur les procédures, mise à disposition de documents-types, conseils de méthode...
- Le programme de travail : défini pour 3 ans sur des thèmes intéressants collectivement les adhérents.
- Les marchés publics : prestations individuelles facturées.

Pour bénéficier des activités de l'AUDAS, les communes doivent impérativement adhérer à l'Association, pour une durée de 3 ans.

Le montant de la cotisation est proportionnel au nombre d'habitants de la commune soit 0,20 €/habitant pour 2008. Cette cotisation ouvre droit à l'assistance technique.

Monsieur Crespo, répondant à Mme Blandine Prévost et à M Gérard Welker qui s'interrogent sur l'intérêt de cette adhésion, confirme que celle-ci permet uniquement de bénéficier de l'assistance technique de l'AUDAS et que toute autre intervention ferait l'objet d'un contrat de prestations. En aucun cas, cette adhésion n'aura de conséquences sur le rythme de construction de logements sur la commune, crainte exprimée par Mr Gérard Welker.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve l'adhésion de la Commune de Vaux sur Seine à l'AUDAS.

4- Convention relative à l'Etablissement des dossiers C.N.R.A.C.L. par le C.I.G. : signature

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la réforme des retraites complexifie le traitement des dossiers CNRACL (Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales) et provoque parfois une surcharge de

travail au service du personnel, d'autant que certains agents ont une carrière ponctuée d'employeurs publics et privés.

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile de France propose dans ce contexte d'aider les collectivités territoriales en les accompagnant dans la confection de leurs dossiers CNRACL. Les collectivités sont ainsi assurées d'un risque limité d'erreur dans les dossiers transmis.

Cette prestation est soumise à convention pour une durée de 3 ans moyennant une participation financière s'élevant à 36 € par heure de travail pour les collectivités affiliées.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à conclure une convention avec le C.I.G. relative à l'établissement des dossiers C.N.R.A.C.L. et prend acte que le coût horaire s'élève à 36 €.

5 – Correspondants de défense municipaux : nomination

Investis d'une mission d'information et de sensibilisation de leurs concitoyens aux questions de défense, les correspondants défense au sein des Communes sont les interlocuteurs privilégiés des autorités militaires au niveau départemental.

Par correspondance en date du 12 mars 2008, Monsieur le Ministre de la Défense a souhaité que le réseau des correspondants de défense municipaux soit reconstitué à l'occasion du renouvellement des conseillers municipaux.

A titre expérimental dans le département des Yvelines, Monsieur le Préfet souhaiterait que le délégué municipal « chargé des questions de défense. » soit le même élu « chargé des questions de la gestion opérationnelle des crises de sécurité et défense civiles. ».

Sur proposition de Monsieur Crespo, le groupe d'opposition n'ayant pas présenté de candidat, à l'unanimité, le Conseil Municipal désigne Madame Naziha BENCHEHIDA, Conseillère Municipale déléguée à la sécurité civile et aux questions de défense, correspondant défense de la Commune de Vaux sur Seine.

6 – Logement communal rue des Ecoles

Monsieur Crespo rappelle au Conseil Municipal que le logement communal de l'école maternelle des Groux, rue des Ecoles, est occupé par une institutrice.

Cette personne, en congé de longue durée, a perdu son poste à Vaux sur Seine et par conséquence son droit au logement que lui confère son statut d'institutrice.

Afin de régulariser sa situation, il lui a été proposé de conclure une convention d'occupation précaire de ce logement dans l'attente de son relogement ou de sa nouvelle affectation moyennant une indemnité d'occupation fixée à 500 € par mois à compter du 1^{er} juin 2008.

A la question de M. Bresciani sur les modalités de fixation de l'indemnité d'occupation, Monsieur Crespo fait référence à des évaluations immobilières fournies par l'Agence Immobilière de Vaux sur Seine et aux précédentes conventions d'occupation précaire.

Monsieur Crespo rappelle que chaque convention d'occupation temporaire d'un bien communal fait l'objet d'une discussion au Conseil Municipal. Un état des biens communaux loués sera dressé et communiqué à chaque conseiller.

Madame Blandine Prévost s'étonne que des logements communaux soient loués à des personnes privées.

Monsieur Crespo rappelle que la Commune est propriétaire de logements réservés aux instituteurs.

De part le statut des nouveaux « professeurs des écoles » (suppression du droit au logement), certains logements sont à présent inutilisés (ancien logement de l'immeuble de la Martinière, ancien logement de l'Ecole des filles) et d'autres alloués à des professeurs d'écoles qui en font la demande (un des deux logements de l'Ecole des filles) moyennant une indemnité d'occupation.

La Commune n'a pas vocation à louer ses logements à des particuliers et à devenir bailleur. Toutefois, en cas d'extrême urgence, en fonction de leur état et de leur affectation, certains logements pourraient être utilisés de manière temporaire.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à conclure une convention d'occupation précaire du logement rue des Ecoles, à compter du 1^{er} juin 2008 moyennant une indemnité de 500 € par mois, pour une durée d'un an.

7 – Charges irrécouvrables : admission en non valeur

Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 29 février 2008, Monsieur le Trésorier Principal a transmis le bordereau des taxes communales et produits communaux à présenter en non-valeur au titre des années 2002/2003/2004/2005, correspondant notamment à des factures cantine. Le montant de ces produits irrécouvrables s'élève à 2.192,21 €, après mise en œuvre de toutes les procédures de recouvrement possibles.

Ce montant est à relativiser au regard des sommes perçues au titre de la facturation cantine (environ 100.000 € par an).

Monsieur Crespo rappelle que le C.C.A.S. peut être sollicité de manière ponctuelle pour la prise en charge des factures de restauration scolaire.

A l'unanimité, le Conseil Municipal décide d'admettre les titres en non valeur des années 2002 à 2005 pour un montant total de 2.192,21 €.

8 – Budget principal 2008 : Décision modificative n°1

Monsieur Crespo rappelle à l'assemblée qu'afin d'admettre les titres irrécouvrables en non-valeur d'un montant total de 2.192,21 €, crédits non inscrits au budget 2008, il convient de procéder à une décision modificative.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve la décision modificative n°1 du budget principal 2008 comme suit :

Section de fonctionnement

Dépenses

(perte sur créances irrécouvrables)	+ 2.200,00
Article 022 (dépenses imprévues)	- 2.200,00

9 – Budget annexe assainissement 2008 : décision modificative n°1

Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal qu'afin de procéder à des régularisations de l'état de l'actif de la Commune, Monsieur le Trésorier Principal souhaite que soit transférés du budget principal les réseaux d'assainissement réalisés en 1995 qui auraient dû être imputés au budget annexe assainissement.

Monsieur Gérard Welker s'étonne qu'une seule écriture soit demandée par le Trésor Public.

A l'unanimité, le Conseil Municipal approuve la décision modificative n°1 du budget annexe assainissement ainsi qu'il suit :

Section d'investissement

Dépenses :

Article 21532

(réseau d'assainissement) : + 312.722,64 €

Recettes :

Article 181

(compte de liaison) : + 312.722,64 €

10 – Transports scolaires : subvention 2008-2009

Madame Corinne Robin adjointe au Maire en charge des affaires scolaires, rappelle que, par délibération en date du 21 mai 2007, le Conseil Municipal a fixé à 42,50 € la subvention municipale attribuée aux familles des collégiens et des lycéens de l'Enseignement Public utilisant les transports en commun pour fréquenter leur établissement.

La commission scolaire propose d'augmenter la subvention aux familles de + 2,35 %, soit 43,50 € pour la rentrée scolaire 2008/2009.

Cette subvention a bénéficié à 208 élèves et représente plus de 8.800 € pour la rentrée scolaire 2007/2008.

Mme Corinne-Elisabeth Robin regrette que cette subvention ne soit pas versée aux familles modestes qui font le choix d'inscrire leur enfant dans un établissement privé.

Mme Corinne-Elisabeth Robin regrette que cette subvention ne soit pas versée aux familles modestes qui font le choix d'inscrire leur enfant dans un établissement privé.

Monsieur Crespo rappelle que ces familles peuvent se rapprocher du C.C.A.S. si elles rencontrent des difficultés financières.

Monsieur Welker considère que les modalités d'attribution de cette subvention aux familles s'apparente à une certaine forme de discrimination.

Monsieur Crespo rappelle que cette subvention est versée depuis de nombreuses années, et que le Conseil Municipal respecte le choix des parents.

A la majorité (5 voix contre : M. Welker, M. Lachaud, Mme Prévost, M. Bresciani, Mme Corinne-Elisabeth Robin), le Conseil Municipal décide de majorer le montant de la subvention allouée aux familles dont les enfants (collégiens ou lycéens) fréquentent un établissement de l'enseignement public à 43,50 €.

En ce qui concerne les dérogations scolaires pour l'enseignement du 1^{er} degré, Monsieur Crespo précise que celles-ci sont toutes étudiées et analysées. De manière générale, hors classe adaptée, la commune ne s'oppose pas à la fréquentation d'un autre établissement mais refuse la prise en charge des frais de scolarité inhérents.

11 – Restauration des tableaux de la Martinière : Demande de subvention

Monsieur Baschet présente à l'assemblée les deux tableaux de bonne facture qui agrémentent la salle principale de l'immeuble de la Martinière. Entre le vieillissement normal du vernis et diverses altérations, une restauration permettra de redonner un nouvel éclat aux couleurs et de prolonger la vie des œuvres (nettoyage, réparation et reprise des peintures).

Le Conseil Général subventionne ce type de restauration à hauteur de 70 % du montant H.T. des travaux, évalués ici à 4.000 €.

La restauration est programmée pour l'automne et sera effectuée par un restaurateur agréé par le service de la conservation des antiquités et objets d'art.

A l'unanimité, le Conseil Municipal donne son accord pour la restauration de deux tableaux attribués au peintre Morlot et autorise le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Général des Yvelines.

12 – Programme triennal de voirie

Monsieur Duchaussoy, adjoint au Maire en charge des travaux, informe le Conseil Municipal que par délibération en date du 25 novembre 2005, le Conseil Général a adopté un programme triennal 2006/2007/2008 d'aide aux communes en matière de voirie et ses dépendances afin d'aider les communes à moderniser leur réseau routier.

La Commune de Vaux sur Seine, ayant adopté un vaste programme de travaux de voirie pour l'année 2008, peut bénéficier de ce dispositif.

Le plafond des dépenses subventionnables est, pour la Commune, de 151.800 € H.T. et le taux de subvention, pour les communes de plus de 2.000 habitants, est fixé à 30 % soit une subvention maximale de 45.540 €.

Les voies communales concernées, compte tenu des premières estimations (soit 191.700 € HT), pourraient être le Chemin des Sables et le Chemin de la Galloise

A la question de Madame Corinne-Elisabeth Robin souhaitant savoir si les trottoirs sont également concernés, Monsieur Duchaussoy informe le Conseil Municipal que les riverains de ces deux chemins souhaitent que ceux-ci restent verts, non bitumés, les bordures de trottoirs et le fil de l'eau seront toutefois mis en place.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter une subvention au titre du programme départemental 2006-2007-2008 en matière de voirie sur le Chemin de la Galloise et le Chemin des Sables.

13 – Restauration du mur du cimetière : demande de subvention

Par délibération en date du 5 octobre 2007, le Conseil Municipal a décidé d'adhérer au Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional du Vexin Français et par arrêté du 17 mars 2008, Monsieur le Préfet du Val d'Oise et Monsieur le Préfet des Yvelines ont approuvé la modification des statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du P.N.R. du Vexin Français qui regroupe à présent 99 communes.

La Commune de Vaux sur Seine fait donc partie du territoire du Parc Naturel Régional et peut ainsi solliciter les aides du Parc, notamment au titre de l'objectif 2 : réhabiliter, valoriser le patrimoine bâti et culturel.

Le mur de soutènement entre l'ancien et le nouveau cimetière est éligible au programme « réhabilitation des murs ».

Ce mur était autrefois le mur d'enceinte Nord de l'ancien cimetière, arasé lors de l'ouverture du nouveau cimetière en 1965.

Ce mur présente actuellement de nombreux désordres liés notamment aux mouvements de terres en raison de la nature du sol et des poussées de terre.

Le coût de l'opération (avec habillage en pierres) s'élève à 44.500 € HT.

Le Parc subventionne 70 % du montant HT des dépenses, plafonné à un montant subventionnable de 30.000 € HT, soit 21.000 €.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter une subvention auprès du P.N.R. du Vexin Français au titre de « réhabilitation des murs » pour la restauration du mur du cimetière.

14 – Restauration du lavoir communal « Hervieu » : demande de subvention

Dans le prolongement du point précédent, Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal que la restauration du lavoir « Hervieu » situé entre le 153 et le 157 rue du Général de Gaulle est éligible au programme « Petit Patrimoine Rural » du Parc Naturel Régional du Vexin Français.

Ce lavoir, élément typique de l'architecture rurale, est envahi par la végétation et la toiture risque de s'écrouler. Actuellement, celui-ci est protégé par un grillage afin d'éviter toute dégradation supplémentaire.

Une fois la restauration terminée, le lavoir pourra faire l'objet d'une promenade pour les habitants. L'association « Avril » y envisage d'en faire un lieu de conte.

Le coût de l'opération (travaux de maçonnerie et travaux de couverture) s'élève à 88.300 €. Le Parc subventionne 70 % du montant HT des dépenses plafonné à un montant subventionnable à 30.000 € HT soit 21.000 €.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter une subvention auprès du P.N.R. du Vexin Français au titre du « Petit Patrimoine Rural » pour la restauration du lavoir « Hervieu ».

15 – Rénovation du réseau d'éclairage public : demande de subvention

Dans le prolongement des deux points précédents, Monsieur Crespo informe le Conseil Municipal que l'extension du réseau d'éclairage public rue du Temple prévue en 2008 est éligible au programme « aménagement des villages » du Parc Naturel Régional du Vexin Français.

Afin de respecter les exigences du Parc, le mobilier urbain sera d'un type différent de celui implanté rue du Général de Gaulle mais de même esprit.

Le coût de l'opération (fourniture et pose) s'élève à 34.105 € HT. Le parc subventionne 60 % du montant H.T. des dépenses, plafonné à un montant subventionnable de 30.000 € HT, soit 18.000 €.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter une subvention auprès du P.N.R. du Vexin Français au titre de « l'aménagement des villages » pour l'extension du réseau d'éclairage public rue du Temple.

16 – Sécurité Routière aux abords des établissements scolaires : rue des Groux

Monsieur Duchaussoy, adjoint au Maire en charge des travaux, informe le Conseil Municipal qu'afin d'améliorer la sécurité et l'accessibilité piétons à l'Ecole Maternelle des Groux, il est prévu de réaliser des travaux de réfection des trottoirs, de création de places de stationnement et de signalisation horizontale (inscrits au budget 2008).

Ce type d'aménagement est subventionnable par le Conseil Général des Yvelines à hauteur de 80 % du coût H.T. des travaux plafonnés à 10.100 € par an, soit une subvention de 8.080 €.

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Général au titre de la sécurité routière aux abords de l'école maternelle des Groux.

17 – Jury d'assises 2009 : Tirage au sort

Par arrêté préfectoral en date du 19 mars 2008, Monsieur le Préfet des Yvelines invite les Conseils Municipaux à dresser une liste d'électeurs appelés à participer au Jury d'Assises 2009.

Le Conseil Municipal à partir de la liste électorale a procédé au tirage au sort 9 électeurs, soit un nombre triple de celui des jurés appelés à siéger (3).

<u>N° Electeur</u>	<u>NOM ET PRENOM</u>	<u>ADRESSE</u>
276	M.Bonniec Yannick	12, rue du Bel Air
2185	M.Panheleux Gilles	175 bis rue du Gal de Gaulle
975	Mme Eveno M.Louise	58, rue du Temple
2121	Mme Ngo Bikene Marie	41, rue du Temple
	Epouse Mbarga Ondoa	
457	Melle Carrara Florence	26bis rue du Gal de Gaulle
2136	Mme Noël Catherine	67 Avenue de Cherbourg
	Epouse Borges	
59	Mme Ardon Viviane	17 rue Auguste Dolnet
	Epouse Bled	
2	Mme Abautret Christine	Rue du Port Maron
	Epouse Couet	
38	Melle Amblard-Lachaud	10 rue du Gal de Gaulle
	Murielle	

QUESTIONS DIVERSES – INFORMATIONS

◆ Commissions municipales

Dans un souci de clarification et pour répondre aux questions de Monsieur Welker, Monsieur Crespo rappelle aux membres du Conseil Municipal que les Commissions Municipales se composent de 8 membres élus par le Conseil et demande que les commissions ne se réunissent qu'en présence de ces huit membres.

◆ Travaux d'assainissement Avenue de Paris

Monsieur Bresciani expose un problème de remise en état des trottoirs Avenue de Paris à l'entrée de Triel suite aux travaux d'extension du réseau communal d'assainissement. Une vérification sera faite sur place par les services techniques.

◆ Marché

Aux problèmes de nuisances liées au marché évoqués par Madame Prévost, Monsieur Moneyron Maire adjoint en charge du commerce et des P.M.E.,

informe le Conseil Municipal que le repliement du marché sera dorénavant pris en charge par les services communaux et qu'un abri pour les containers sera mis en place.

- Madame Monnier, Maire adjoint en charge de la culture, rappelle l'organisation du festival du théâtre amateur qui se déroule le week end du 22 et 23 mai.
- Monsieur Baschet souhaiterait que les convocations du Conseil Municipal soient reprographiées recto-verso.
Monsieur Crespo veillera à ce que cela soit fait, sauf impossibilité technique (pièces jointes).
- A la demande de Monsieur Bresciani de diffusion des adresses courriel des Conseillers Municipaux, Monsieur Crespo rappelle que l'adresse :
- Mairie-vaux-sur-seine-conseillers@wanadoo.fr leur est dédiée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 45.



Le Maire

Julien CRESPO